

Questions orales

M. Axworthy: Pas étonnant que vous ayez perdu en 1983.

M. Clark (Yellowhead): Les deux partis d'opposition trouvent peut-être ridicule de protéger et d'affirmer la souveraineté canadienne. Nous, nous ne voyons rien de ridicule à cela. Nous sommes convaincus que c'est en agissant avec confiance dans le monde qu'on défend la souveraineté canadienne. C'est ce que nous avons fait par cet Accord. Nous avons garanti les entreprises canadiennes et les intérêts canadiens des influences protectionnistes américaines. Cela saute aux yeux quand on lit sans parti-pris les modalités qui ont été adoptées.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, il faudrait examiner cette réponse sibylline à contre-jour pour voir ce qu'il est possible d'en tirer, quand nous aurons des lois.

[Français]

ON SOMME LE GOUVERNEMENT DE DÉVOILER SES PROGRAMMES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, si comme le premier ministre l'affirme, il n'y a pas de perdant dans l'Entente canadienne sur le libre-échange, alors pourquoi a-t-il déclaré hier soir qu'il faudrait établir des programmes d'envergure afin de protéger les Canadiens qui perdront leurs emplois comme conséquence de l'Entente avec les États-Unis. Où sont ces programmes? Le ministre est-il capable de les annoncer et de les décrire immédiatement? Et pourquoi ne pas laisser les emplois à nos travailleurs de l'automobile, à nos cultivateurs, à nos ouvriers du textile? Pourquoi ne pas laisser l'affaire telle qu'elle est maintenant au lieu de risquer plusieurs des milliers d'emplois?

[Traduction]

M. Gauthier: C'est vous le bouche-trou, Mike?

M. Rodriguez: Où est Patsy?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, tous les députés savent qu'en ce moment le premier ministre et la ministre du Commerce extérieur sont en réunion avec les premiers ministres provinciaux.

• (1430)

Je voudrais saisir cette occasion pour répondre à la question du chef de l'opposition et déclarer qu'on n'entrevoit pas la nécessité d'établir d'importants programmes d'ajustement. Nous en avons déjà plusieurs en place. Le premier ministre a déclaré que si on a besoin de ces programmes, ils existent déjà et qu'ils seront élargis dans la mesure où cela est nécessaire pour faire face au problème. C'est très clair.

Je voudrais également faire remarquer au chef de l'opposition que, lors de la formation de la Communauté européenne, le commerce a augmenté au sein de cette communauté de 347 p. 100 sur une période de dix ans, alors qu'aux États-Unis au cours de la même période, il n'a augmenté que de 124 p. 100 et au Royaume-Uni, d'environ 77 p. 100. Il est évident que lorsque deux pays concluent un accord commercial la croissance économique et le commerce entre ces deux pays augmentent

sensiblement, et c'est le meilleur type d'ajustement auquel nous pouvons nous attendre.

LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE TRANSITION

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. A la suite du dépôt des documents hier, on lit les nouvelles suivantes. «L'accord commercial pourrait coûter 20 000 emplois à l'industrie des pièces d'automobile. Les 10 000 emplois de l'industrie vinicole vont disparaître».

Des voix: C'est le *Star* de Toronto.

M. Axworthy: Voici ce que rapporte le gouvernement du Québec: «Cent trente et un mille emplois sont menacés dans la province du Québec.» L'étude du MEIR montre que 50 000 emplois sont menacés dans l'industrie de transformation de l'Ontario, pourtant le ministre des Finances a le toupet de déclarer à la Chambre que le gouvernement ne s'attend à aucune perte d'emplois. Jusqu'où peut aller l'aveuglement d'un ministre et d'un gouvernement?

M. le Président: Je demande au député de poser sa question.

M. Axworthy: Le gouvernement est-il disposé à respecter une autre promesse que le premier ministre a faite hier soir quand il a déclaré qu'il engagerait les fonds nécessaires pour s'assurer qu'il n'y a pas au Canada des centaines de milliers de victimes de cet accord commercial dérisoire et irréflecti que le gouvernement veut conclure?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déclaré hier, sauf erreur, que les Canadiens doivent faire un choix. Nous devons soit vivre dans le passé et demeurer dans un petit pays, comme le député de Winnipeg—Fort Garry voudrait que nous le fassions, soit envisager l'avenir et les perspectives qui s'y trouvent.

Le député a parlé de certaines personnes. Un laboratoire de pensée impartial établi à Ottawa croit que cette mesure fera grimper les taux d'embauche, qu'il améliorera la productivité et le niveau de vie des Canadiens. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante représentant les petites entreprises au Canada déclare, et je crois que le député devrait écouter car cette déclaration représente en somme l'approche qu'adopte le gouvernement: «Les entrepreneurs canadiens estiment qu'ils peuvent soutenir facilement et efficacement la concurrence sur les deux marchés.»

Nous tentons de rendre les deux marchés, dont l'un compte 206 millions de consommateurs, accessibles aux Canadiens, afin qu'ils puissent faire concurrence, créer des emplois ici au Canada et favoriser la croissance que veulent tous les Canadiens.

LE MÉCANISME DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS—LE COMPTE RENDU DU *WALL STREET JOURNAL*

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, permettez-moi de poser une question supplémentaire. Nous savons tous que des dizaines de milliers d'emplois seront perdus au Canada.